

*Relations internationales*

mettre fin à ce terrible exemple d'inhumanité de l'homme envers l'homme.

Nous pourrions nous demander si cette situation engage notre responsabilité morale, si nous pouvons laisser se poursuivre un combat de coqs, ou encore laisser deux personnes se battre à mort dans un coin; cependant, si cela se passait dans un autre domaine et s'il était question d'animaux, la tradition canadienne ne permettrait pas que nous adoptions cette attitude.

Je suis désolé d'entendre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) prétendre que ces pays sont sensément et officiellement indépendants, pourtant, ils n'en ont aucunement l'apparence, ni pour nous ni pour les assemblées du monde. N'allons pas imaginer que ce n'est là que l'opinion des Canadiens. Arrêtons-nous un instant pour écouter ce que disent d'autres assemblées, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et des Parlements d'Europe, et par delà nos vues partisans, cherchons ensemble un moyen qui permettrait au Canada de s'allier à d'autres pour mettre fin à cette grande tragédie humaine.

Permettez-moi d'évoquer un instant les trois sujets d'inquiétude que la motion de l'opposition d'aujourd'hui soumet à la Chambre. Premièrement, on se préoccupe dans cette motion des relations internationales du Canada. Deuxièmement, on demande au Canada de s'intéresser réellement à l'Amérique du Sud et à l'Amérique centrale, et troisièmement, on demande au Canada de prendre des mesures en vue de mettre fin à la guerre civile du Salvador par un règlement négocié.

Nous avons discuté longuement à la Chambre hier de l'intérêt que nous portons aux relations internationales. On peut déjà constater dans le débat d'aujourd'hui l'absence d'une politique étrangère qui nous dicte les orientations et les initiatives à prendre pour changer le monde et l'hémisphère que nous habitons. Il est aussi impérieux de clarifier nos rapports avec notre plus grand allié et ami, les États-Unis. Je suis de ceux qui croient que pour vivre en bon voisinage, il faut rester chacun chez soi.

Au congrès d'orientation que le parti progressiste conservateur a tenu il y a quelques mois, il a cherché notamment par la résolution suivante à définir cette relation:

Le parti progressiste conservateur croit qu'il faut à tout prix entretenir entre le Canada et les États-Unis les liens traditionnels d'amitié et les relations mutuellement avantageuses dans les domaines de l'économie et de la défense, sans jamais oublier que le Canada, doit préserver son identité nationale de même que son autonomie politique, économique et culturelle.

La fin de semaine dernière, nos voisins mexicains ont fait état de leurs accords avec les États-Unis, tout en rejetant la politique isolationniste des États-Unis en Amérique centrale. Il y a une autre chose qui nous intéresse dans le domaine des relations internationales et dont je voudrais parler. Il s'agit de l'avenir de notre rôle de maintien de la paix, même si c'est un sujet qui peut sembler n'avoir qu'un rapport lointain avec la question à l'étude. Ce qu'il faut à l'heure actuelle partout dans le monde, c'est un sentiment de sécurité collective et c'est là-dessus que portait le débat d'hier. En ce qui concerne les rapports entre l'Orient et l'Occident, le Canada doit participer et contribuer aux dispositifs de sécurité collective.

Selon moi, nous devons assurer la sécurité mondiale non pas simplement en maintenant la paix, par exemple entre les Grecs et les Turcs à Chypre, ou encore au Moyen-Orient, mais aussi en étant capables de favoriser la cause de la paix dans toutes

les parties du monde où existent des conflits. Nous devons pour cela donner une nouvelle orientation à notre politique étrangère parce que celle que nous avons maintenant est beaucoup trop générale pour pouvoir s'adapter à un monde en évolution. Nous devons considérer le Canada comme un élément d'une force policière mondiale pour pouvoir nous attaquer au terrorisme sous toutes ses formes, que ce soit au Salvador, en Europe ou ailleurs.

Deuxièmement, la motion à l'étude demande que le Canada manifeste un intérêt significatif envers l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. Hier, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré que son gouvernement croyait dans la paix, le développement et une nouvelle ère d'égalité entre les nations, mais lorsqu'ils s'agit des problèmes particuliers de l'Amérique centrale, que ce soit le Guatemala, le Nicaragua ou le Salvador, le gouvernement émet un son confus, et si la trompette rend un son confus, dit la Bible, qui va se préparer au combat?

● (1640)

Malheureusement, c'est ainsi que le gouvernement a tenté d'expliquer les choses. Quand on l'a interrogé au sujet du Salvador et de l'Amérique centrale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répondu: «C'est une région à laquelle nous ne portons pas un intérêt spécial». Pressé d'en dire davantage, il a ajouté: «Le Canada ne s'est jamais mêlé de ce qui se passait dans ces régions». Pourtant nous avons déjà accepté d'aller au fin fond du monde en tant que gardiens de la paix, rôle désormais traditionnel pour nous, de nous rendre dans certaines cours d'Afrique où là où on nous le demandait pour surveiller le déroulement d'élections ou autre chose.

Hier, dans son intervention, le ministre a dit que le Canada préconisait la mise en place de mécanismes qui permettent le règlement pacifique des querelles. Pourtant, la politique du Canada à l'égard de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud a lamentablement échoué compte tenu des bouleversements et des tragédies que vit l'Amérique centrale. Invité à donner des précisions, le premier ministre a répondu: «Eh bien, si un camp a des armes, nous en enverrons à l'autre». Comment donc le gouvernement canadien peut-il, pris ainsi en flagrant délit d'ignorance et d'indifférence, dire que des élections sont possibles?

Peut-être que dans cette ère nouvelle dont a parlé le premier ministre hier, et ce que le ministre pour sa part appelle l'évolution de notre monde, le moment est-il venu de nous joindre symboliquement à l'Organisation des États américains non pas simplement en tant que membre associé qui peut se permettre de dire qu'il fera ce qu'il voudra au moment opportun. Si un jour nouveau se lève, commençons d'abord par bâtir de nouvelles relations de travail. Commençons aussi à nous rendre compte que la stabilité suppose l'alphabetisation, l'utilisation du sol et toute la réforme modérée dont il a déjà été question au cours du débat. Si la stabilité reste encore à venir dans cette région, comment pourrions-nous maintenir des liens économiques utiles et procéder à des échanges de la façon dont nous l'entrevoions? Si l'Amérique centrale continue de flamber, l'avenir de nos liens en matière d'économie, de culture et d'immigration ne semble pas très brillant et ces liens ne pourront se manifester que dans des situations d'urgence.

La troisième partie de la résolution exhorte le Canada à prendre des mesures en vue de favoriser la négociation d'une entente au Salvador. Le 9 mars dernier, l'opposition officielle,